



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Restructuration de General Electric

Question au Gouvernement n° 3303

Texte de la question

RESTRUCTURATION DE GENERAL ELECTRIC

M. le président. La parole est à M. Alain Bruneel.

M. Alain Bruneel. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la relance, l'entreprise General Electric, qui emploie encore 13 000 salariés en France, a annoncé la semaine dernière la suppression de 753 postes. Ces suppressions d'emplois concerneraient la branche « hydro », qui fournit des turbines pour les barrages hydroélectriques, et surtout la filière des réseaux et énergies renouvelables. Le site de Villeurbanne pourrait fermer ; les sites de Saint-Priest, Grenoble et Belfort sont menacés.

Dans l'hydroélectricité, le site de Grenoble avait déjà subi une sévère restructuration en 2018. L'an dernier, General Electric avait prévu la suppression de 800 postes dans l'entité turbine à gaz de Belfort, pour n'en supprimer finalement que 500, dans le cadre d'un accord que la direction de General Electric piétine aujourd'hui sans vergogne.

Allons-nous encore accepter longtemps le dépeçage de la branche énergie d'Alstom, cédée à General Electric en 2014 dans des conditions plus que discutables, sous la houlette de l'actuel chef de l'État ? Nous ne pouvons pas tolérer de voir disparaître ce fleuron industriel, de voir ses activités délocalisées, avec à la clef la disparition de savoir-faire incomparables. *(M. Jean Lassalle applaudit.)*

À l'heure où il est question de reconquête de notre souveraineté industrielle et d'investissements dans la transition écologique, nous devons mettre un terme à ce scandale.

L'an dernier déjà, nous vous avons invité, par une proposition de résolution cosignée par des députés de différents groupes, à faire une offre publique d'achat d'Alstom. Aujourd'hui plus que jamais, nous estimons qu'il n'y a pas d'autre solution, pour sauver l'emploi et ce maillon essentiel de la transition écologique, que de nationaliser les activités d'Alstom. Monsieur le ministre, y êtes-vous prêt ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe GDR. – MM. Jean Lassalle et Michel Zumkeller applaudissent également.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie.

Mme Agnès Pannier-Runacher, ministre déléguée chargée de l'industrie. Vous m'interrogez sur les intentions de General Electric – GE – s'agissant de deux de ses divisions en Europe, dans les domaines de l'hydroélectricité et des réseaux et énergies renouvelables. Vous le savez, Bruno Le Maire, Élisabeth Borne – désormais dotée d'instruments importants pour accompagner tous les dossiers de restructuration et de suppression d'emplois – et moi-même suivons de très près cette situation. Je veux également remercier les élus des territoires où intervient Alstom, qui se mobilisent. Je pense notamment à Christophe Grudler, un député

européen très attaché à son territoire, qui m'a encore interrogé récemment à ce propos.

L'implantation de GE est ancienne. Cette entreprise emploie nos meilleurs ouvriers et utilise nos meilleurs savoir-faire.

Nous devons être clairs. Certes, nous traversons une crise économique, et des carnets de commandes se vident – massivement, dans certains secteurs d'activité –, mais nous n'accepterons pas de plan social opportuniste, comme l'a très clairement indiqué Bruno Le Maire, s'agissant de cette situation comme d'autres.

Nous venons d'annoncer un plan massif d'accompagnement de l'économie, d'un montant inédit de 100 milliards d'euros, qui nous donne des outils pour aider les entreprises à rebondir et protéger les compétences. C'est là l'enjeu de l'action menée par Élisabeth Borne, avec l'activité partielle de longue durée, et celui de l'accompagnement et du développement de nouvelles activités industrielles, dont je suis chargée. GE a prévu de créer 300 emplois à Cherbourg et Saint-Nazaire, dans l'éolien offshore : réjouissons-nous en. Des projets peuvent probablement aboutir dans le secteur de l'hydrogène, que nous accompagnons à hauteur de 7 milliards d'euros.

Oui, nous mènerons un dialogue exigeant avec GE afin que l'entreprise se saisisse de nos dispositifs et déploie un projet ambitieux pour l'industrie française. C'est en ce sens que Bruno Le Maire et moi-même avons écrit, il y a quelques jours, au président-directeur général de GE, Larry Culp. Vous pouvez compter sur nous pour défendre les intérêts de l'industrie française. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Données clés

Auteur : [M. Alain Bruneel](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3303

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 septembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 septembre 2020](#)